



07 septembre 2018

Australie : La croissance se consolide

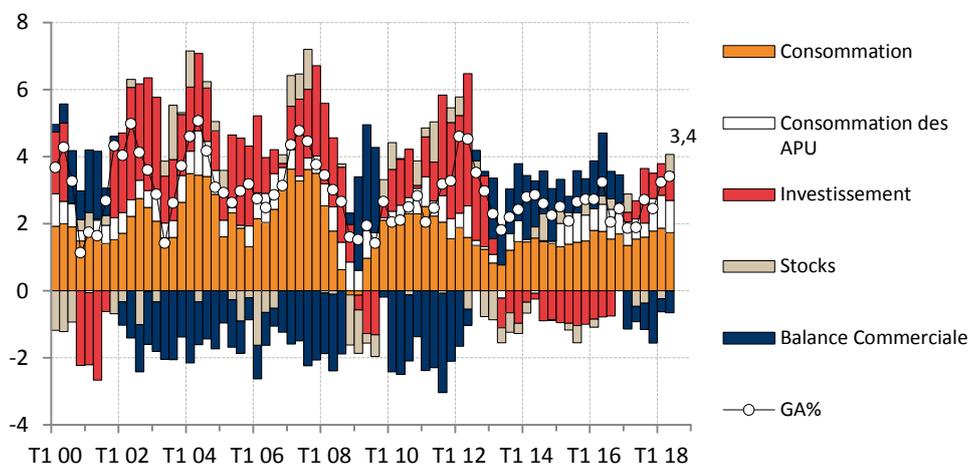
L'activité économique australienne continue de s'affermir au deuxième trimestre 2018 et progresse de 0,9 % (contre 1,1 % sur le trimestre précédent). Sur l'année, l'économie croît de 3,4 %, un plus haut depuis la fin du cycle des matières premières en 2012. La demande intérieure demeure le principal moteur de l'économie australienne et profite du soutien des dépenses publiques. Du côté de l'investissement, le bilan apparaît contrasté, la hausse de l'investissement résidentiel ne suffisant pas à compenser la baisse de l'investissement non résidentiel. Enfin, le commerce extérieur continue de soutenir l'économie dans un contexte de bonne orientation des prix des matières premières.

Le bilan financier des ménages demeure toutefois préoccupant alors que le taux d'épargne enregistre un nouveau recul et que l'endettement ne cesse d'augmenter. Enfin, et au-delà des chiffres de croissance, l'actualité australienne est également marquée par le départ du premier ministre Malcolm Turnbull à la suite d'un vote interne, une démission qui pourrait menacer la majorité de la coalition gouvernementale.

Produit Intérieur Brut

« La consommation des ménages et des administrations publiques demeurent les principaux soutiens à l'économie »

Australie : Contribution à la croissance annuelle (volume, CVS)



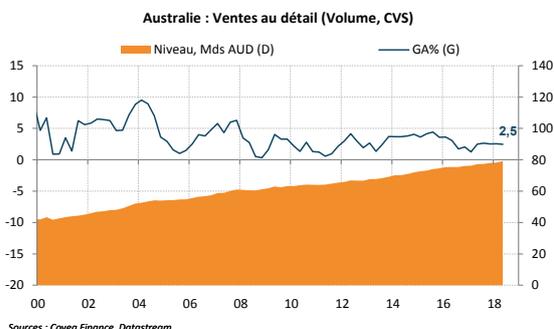
Sources : ABS, Thomson Reuters, Covéa Finance
APU pour administrations publiques

La croissance s'appuie avant tout sur la demande domestique

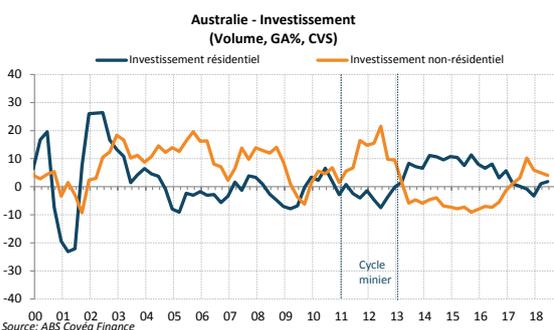
« La demande des ménages a contribué pour près de moitié à la croissance sur le trimestre »

➤ L'économie australienne enregistre au deuxième trimestre 2018 une croissance de 3,4 % sur l'année, son plus haut niveau depuis le T2 2012. Sur le trimestre, l'activité se consolide avec une progression de 0,9 % (contre 1,1 % le trimestre précédent).

La demande des ménages apparaît comme le principal moteur de l'économie et contribue pour près de moitié à la croissance trimestrielle. Reflet du dynamisme des ventes au détail (+1,2 % sur le trimestre), la consommation des ménages enregistre une croissance de 0,7 % sur la même période. Les dépenses des ménages ont particulièrement progressé dans le domaine des produits alimentaires et des biens d'équipements ménagers, ce qui a permis de compenser le recul des dépenses au sein des composantes véhicules et équipements de transport. Autre soutien à l'économie, la dépense publique a également augmenté sur le trimestre, toujours tirée à la hausse par les dépenses liées au déploiement du régime d'assurance d'invalidité nationale ainsi que par l'augmentation des salaires des fonctionnaires des administrations locales.



En ce qui concerne les dynamiques d'investissement, le tableau apparaît plus contrasté. L'investissement résidentiel, qui avait connu trois trimestres de recul en 2017, poursuit la progression entamée en début d'année (+1,2 % sur le T1). On enregistre par ailleurs une forte progression de la valeur ajoutée du secteur de la construction, dont le niveau atteint un plus haut depuis 2014. L'investissement minier croît également sur le trimestre mais reste toujours largement inférieur au niveau atteint courant 2013. En revanche, et en dépit de la dynamique du secteur minier, l'investissement non résidentiel total recule et contribue négativement à la croissance. À l'exception des produits de la propriété intellectuelle, l'ensemble des composantes est orienté à la baisse sur la période.



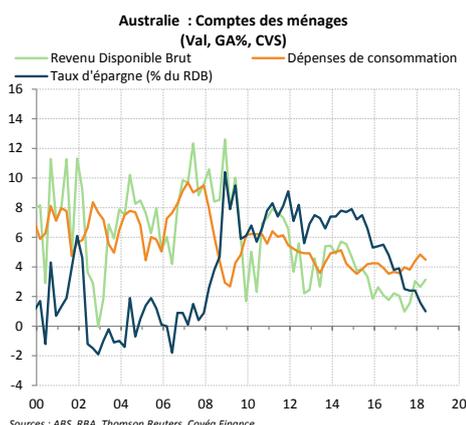
Enfin, du côté de la demande externe, le commerce extérieur contribue encore à la croissance du pays mais dans une moindre proportion qu'au trimestre précédent. Exprimé en volume, le solde commercial australien voit son déficit se réduire légèrement. Les exportations progressent nettement plus rapidement que les importations sur le trimestre (1,1 % pour les exportations contre 0,4 % pour les importations). L'Australie, dont près de 80 % des exportations sont constituées de matières premières, continuent de profiter d'une meilleure orientation du prix des matières premières. En revanche, l'importance du lien commercial du pays avec la Chine (30 % des exportations de biens en 2017) demeure un facteur de vulnérabilité. La banque centrale australienne se déclare d'ailleurs très vigilante quant à l'évolution du secteur financier chinois.

Le bilan financier des ménages demeure problématique

« Le taux d'épargne des ménages enregistre un nouveau recul »

➤ La situation des ménages australiens demeure préoccupante. La dette des ménages continue d'augmenter et figure parmi les plus élevées au monde (190 % du revenu disponible) tandis que le taux d'épargne des ménages ne cesse de reculer et représente, au deuxième trimestre, 1,0 % du revenu disponible brut.

Au-delà de son niveau élevé, la composition-même du passif des ménages est également source d'inquiétude. En effet, la dette hypothécaire représente près de 74 % de la dette des ménages alors que le marché immobilier australien montre actuellement des signes de fragilité. La dynamique des prix à Sydney et à Melbourne, villes représentant une partie importante de la sur-inflation des prix immobiliers, s'est inversée au cours des trois derniers trimestres tandis qu'on note un net ralentissement des crédits immobiliers pour motifs d'investissement (crédits à destination de propriétaires non-occupants). La banque centrale australienne attribue une partie de ce ralentissement à la mise en place de mesures macro-prudentielles entre 2014 et 2017 (limitation des crédits immobiliers pour motifs d'investissement et des investissements immobiliers des non résidents notamment).



La situation politique est incertaine

« *Le désormais ex premier ministre, M. Turnbull, laisse la place à S. Morrison* »

➤ Une nouvelle source d'incertitude est apparue dans le paysage australien avec la démission du Premier Ministre Malcolm Turnbull à la suite d'un vote interne au sein de son parti, le parti Libéral. Critiqué pour son impossibilité à mettre en place son programme de réforme économique (réduction du taux d'imposition sur les sociétés notamment) et accusé, par la frange la plus conservatrice de son parti, d'un manque de fermeté en matière d'immigration, Malcolm Turnbull a finalement laissé sa place à Scott Morrison ex-ministre des finances. Avec ce changement, qui intervient à quelques mois des prochaines élections générales qui devraient se tenir d'ici à mai 2019, le parti Libéral espère également prendre de l'avance dans les sondages sur l'opposition travailliste (les deux partis sont actuellement au coude à coude).

A la suite de sa démission, Malcolm Turnbull a également quitté sa fonction de membre de la chambre des représentants, ce qui apparaît problématique dans la mesure où la coalition gouvernementale ne disposait que d'un siège d'avance (76 sièges sur un total de 150). Les élections partielles, qui pourraient avoir lieu en octobre, constitueront donc un enjeu majeur pour le gouvernement de S. Morrison. En cas de défaite, le pays pourrait faire face à des élections anticipées.

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs des droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.